RAPPORT D'ACTIVITES

2014-2015

SOMMAIRE

INTRODUCTION 3

I - GESTION ET ORGANISATION INTERNE 4

II - DEFINITION DU PROJET 6

III – GESTION ET FINANCEMENT 8
3.1) Les rencontres 8
3.2) Autres sources de financements et partenariats 10

IV – COMITE TECHNIQUE DE SUIVI 11

V- FORMATION 12

VI - COMMUNICATION 13
6.1) Réunions publiques 13
6.2) Participation aux événements 14
6.3) communication institutionnelle 14
6.4) La campagne de communication pour le Financement participatif 14
6.5) communication interne 15
6.6) Retombée médiatiques 16

VII - SENSIBILISATION 17

VIII - MISE ŒUVRE 18

ANNEXES 19

INTRODUCTION

L'association collégiale de loi 1901 Pays d'Auge Ressourcerie est née lors de son Assemblée Générale Constitutive du 3 octobre 2014. Son objet est la mise en place participative à terme d'une ressourcerie sur le territoire du Pays d'Auge.

Nous allons vous exposer toutes les actions menées durant cette première année pour faire avancer le projet et tenons à remercier chaleureusement toutes les énergies qui ont permis cette marche en avant.

Dans un contexte social et environnemental de plus en plus difficile, de nombreux défis restent à relever pour que la ressourcerie puisse démarrer ses activités. Grâce aux savoir-faire de chacun-e, à la motivation et à l'enthousiasme de toutes et tous ainsi qu'au soutien toujours à cultiver auprès de nos partenaires et auprès des habitants, nous y ferons face sans faille et œuvrerons pour une prise de conscience d'une nouvelle éco-citoyenneté sur le Pays d'Auge.

I - GESTION ET ORGANISATION INTERNE

Après les tâches classiques de constitution d'association (dépôt des statuts en préfecture, la demande d'un N° de SIRET et l'ouverture d'un compte bancaire au Crédit Mutuel) le Conseil d'Administration Collégial s'est réuni pour organiser son fonctionnement. En sont membres élu-e-s pour un an : Bernard Champion, Katia Penin, Pascal Chapelle, Christine Quénaon, Christel Rochet, Sabine Michaux, Virginie Durville et Patrick Comet.

Il est rappelé que ces réunions sont ouvertes à tous les adhérents.

Le Conseil d'Administration Collégial a un rôle de coordination des actions menées dans le but de créer à terme une ressourcerie en Pays d'Auge.

Cependant tous les membres de l'association sont invités à prendre une part active dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, certains initiateurs du projet ont largement contribué, les membres du CAC ayant alors tendance à ne plus être à l'initiative.

Courant novembre 2014, les groupes de travail, colonne vertébrale de l'association, se sont constitués et ont été désignés des binômes avec 1 référent membre du CAC et un 1 membre hors CAC permettant :

- d'impliquer plus de personnes dans les processus décisionnels ;
- de mettre en place une démocratie active au sein de l'association.

Chaque groupe travaille en autonomie.

Pour rappel, l'association a choisi le mode de décision par consentement. Le consentement est atteint lorsqu'une proposition est largement approuvée ou ne rencontre pas de veto ou d'opposition forte. En cas d'échec du processus de consentement, la décision peut être prise par un vote à la majorité des deux tiers, à main levée (ou par bulletin secret si un membre le demande, et validée par la présence ou représentation d'au moins des deux tiers de ses membres, pour les Assemblées générales).

En décembre, dans le cadre du suivi de l'étude de faisabilité, Il est décidé de constituer un comité de pilotage dans lequel nous avons invité les différents partenaires potentiels à la création d'une ressourcerie.

Un Comité technique de suivi est également constitué. Il est une instance restreinte (4 à 6 personnes maxi) chargée de suivre techniquement l'avancée du projet. Le noyau de ce comité est constitué de Katia, Patrick, Franck et Dan.

A la fin septembre 2015, soixante-deux personnes ont rejoint notre association.

En terme d'organisation, le site internet Pays d'Auge Ressourcerie peut s'utiliser comme outil en ligne de gestion de projets. Il permet de retrouver tous les documents comme les comptes-rendus de réunions, plaquettes de communication…

Cet outil est encore à investir par les membres de l'association qui pourraient voir ainsi l'engorgement occasionnel ou régulier des boîtes mails diminuer.

Côté pratique, il s'avère que nous manquons pour l'heure d'outils comme un tableau paper-board et d'un vidéo projecteur pour animer nos réunions.

Une problématique concernant le lieu des réunions organisées habituellement chez l'habitant, s'est également posée. Certes conviviales, elles ne facilitent pas toujours la venue de nouveaux adhérents. Il a été proposé de faire les réunions dans des lieux publics, ce qui n'empêche pas des réunions de travail chez l'habitant naturellement. Il semble également nécessaire d'être plus régulier dans les horaires et fixer une durée de réunion avec un ordre du jour moins chargé.

II - DEFINITION DU PROJET

A la création de l'association, notre question a été : comment passer de l'embryon à la définition plus précise du projet ressourcerie en valorisant la plus-value et l'originalité de notre projet par rapport à l'existant sur notre territoire.
Le pré-diagnostic construit en amont de la création de l'association a été la première base de travail.
Il a été convenu de visiter plusieurs types de ressourcerie. Exemples : St-Lo, chantier d'insertion ; Coutances, structure d'emplois pérennes, visites réalisées en décembre.

Il a été également discuté des postes et effectifs nécessaires au démarrage de l'activité de collecte de la ressourcerie. Il s'avère que les structures existantes ont au départ généralement entre 1,5 et 2 équivalent temps pleins.

Après la validation du principe de réaliser une étude de faisabilité, l'équipe a rédigé un cahier des charges. S'est posée la question de la zone géographique. La zone naturelle est celle du SIDMA mais il a été envisagé un temps de l'élargir à l'ensemble du SCOT SUD. Sur les conseils de l'ADEME rencontré en février le territoire d'étude a été finalement calqué sur celui du SIDMA.

Après appel d'offre, c'est le Réseau National des Ressourceries qui est choisi pour mener l'étude de faisabilité.

L'association adhère à la charte du Réseau National des Ressourceries, puis à l'association elle-même.

Pour rappel, nos motivations et attentes concernant cette adhésion :

- « Nous souhaitons créer notre ressourcerie en coopération avec tous les acteurs de notre territoire. Dans l'esprit de ce travail en réseau, nous nous sommes naturellement tournés vers le Réseau National des Ressourceries qui fort de son expérience permet à d'autres ressourceries de voir le jour. »
- Le Réseau Ressourcerie a une expertise reconnue dans son domaine,
- adhérer au réseau c'est bénéficier de cette expertise (éviter les écueils toujours possibles),
- c'est s'engager à partager et respecter les valeurs décrites dans la Charte du Réseau afin d'éviter toute dérive éventuelle au cours du fonctionnement,
- c'est bénéficier d'un accompagnement pré et post création,
- c'est de rendre opérationnel notre projet plus rapidement,
- c'est faire partie d'un réseau national a forte valeur humaine, sociale et solidaire, valeur que nous partageons ;
- c'est rompre l'isolement ;

- c’est coordonner les expériences et les idées.

Nos attentes vis-à-vis du Réseau des Ressourceries : le réseau est pour nous une référence et nous souhaitons qu’il puisse nous aider et nous conseiller :

- dans l’organisation des activités,
- dans le choix des partenaires,
- dans l’accompagnement et le suivi de nos activités,
- dans la gestion des personnes et de notre structure et qu’il puisse partager ses expériences acquises au niveau national que l’on pourrait décliner au niveau local,
- dans le domaine administratif,
- pour des échanges de toutes sortes avec les différentes structures,
- dans l'expertise et pour apporter un regard extérieur.

En mai, l'association se questionne sur le type de Ressourcerie vers laquelle elle souhaite aller. Chantier d'insertion, emplois pérennes, entreprise d'insertion ? Une rencontre avec Être et boulot est planifiée.

III – GESTION ET FINANCEMENT

Sont membres du groupe gestion et financement : Bernard Champion (membre CAC) et Martine Vallée (adhérente non membre du CAC).

En fin d'année 2014, le groupe finance travaille sur un budget prévisionnel intégrant tous les aspects financiers : site, magasin, équipement...

Le groupe prend également contact avec des partenaires potentiels de la ressourcerie : le SIDMA, Pays d'Auge Expansion, Lintercom, le Conseil Général, le Conseil Régional, le Greta, l'ADEME,... Ce travail a abouti à différentes rencontres durant 2015.

3.1) Les rencontres

PAYS D'AUGE EXPANSION, 23 JANVIER 2015 :
Il ressort de cette réunion que nos interlocuteurs pensent que l'étude de territoire est indispensable pour réaliser l'étude de faisabilité car on ne peut pas faire une étude de faisabilité économique sans étudier le territoire.

CRESS, 29 JANVIER 2015 :
La CRESS, chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, travaille en partenariat avec l'ADEME. Elle est favorable à notre projet.
La CRESS accompagne les projets (dispositif local de financement). Elle organise, depuis l'année dernière, un tour de l'économie sociale et solidaire en Basse-Normandie qui fait étape dans neuf villes dont Lisieux le 27 avril 2015.

COLLOQUE ECONOMIE CIRCULAIRE, 3 FEVRIER 2015 :
Quatre personnes de l'association étaient présentes à ce premier colloque de l'ESS en Basse-Normandie et ont participé à un atelier qui a permis d'apprendre l'existence d'autres ressourceries sur le Calvados dont celle de Bayeux qui emploie environ quarante personnes. C'est un projet porté par un syndicat de ramassage des ordures.
Beaucoup de personnes ont été rencontrées (plusieurs pour la première fois) dont Mme La Rosa, du Conseil Régional (du service de l'ESS). Cette rencontre permettra un premier rendez-vous téléphonique avec ce service.

ADEME 4 FEVRIER, 2015 :
Étaient présents Vincent Desgrange de l'ADEME ainsi que Bruno Anquetil, directeur de la ressourcerie de Saint Lô et représentant régional du réseau des ressourceries.
Selon les deux interlocuteurs, le partenaire indispensable pour notre projet est le SIDMA (syndicat intercommunal des déchets ménagers et assimilés).

L'étude du financement de l'étude du territoire serait prise en charge sans problème s'il s'agit du territoire géré par le SIDMA. Si les conclusions de cette étude étaient négatives pour des raisons autres qu'économiques, nous pourrions proposer une nouvelle étude sur un autre segment du SCOT SUD du Pays d'Auge.

Le financement prend en charge 70% du montant de l'étude seule.

Il faut trouver environ 6 000 euros sur des fonds privés pour compléter le financement.

Durant cette réunion, M. Anquetil, directeur de la ressourcerie de Saint Lô et représentant régional du réseau des ressourceries propose que les responsables du SIDMA visitent la ressourcerie de Saint Lô en compagnie des responsables du syndicat local, Point Fort Environnement.

SIDMA, LE 11 FEVRIER 2015 :
Ont été rencontrés le président et directeur du SIDMA. Patrick Baujean, président, découvrait le concept de ressourcerie et en a bien compris les enjeux, notamment en lien avec l'objectif statutaire du SIDMA concernant la réduction à la source des déchets.
M. Baujean accepte de participer à la visite de la ressourcerie de St Lô le 6 mars. Le SIDMA est d'accord pour participer au comité de pilotage du suivi de l'étude.

L'INTERCOM :
Le président de la communauté de communes, Bernard Aubril, a proposé à Bernard Champion, élu communautaire lui-même, de faire une présentation du projet de ressourcerie au cours d'un bureau du conseil communautaire.

VILLE DE LISIEUX :
Pas de contact formalisé officiellement. Certains adhérents le regrettent, d'autres pensent qu'il ne faut pas précipiter les choses et prendre contact dans le cadre de l'étude de faisabilité. La ville de Lisieux a été invitée au comité de pilotage où elle était représentée.

Courant mars 2015, le travail s'était centré sur la recherche de fonds complémentaires pour le financement de l'étude de faisabilité. Il est proposé de contacter des fondations telles que La fondation Crédit Mutuel, fondation Macif, Caisse d'épargne, ect.

En juin, la présentation des entreprises d'insertion par M. Pierre Levallois. (Etre et boulot) est malheureusement ajournée. Le groupe a néanmoins débattu et échangé sur le sujet de l'objet social de la future Ressourcerie. Il en ressort qu'il y a consensus pour le choix d'une structure d'emplois pérennes.

En juillet, rencontre avec Basse-Normandie Active. Cette structure a deux rôle : celui de garantie et celui d'expertise.

Lors d'une visite du président du Conseil régional de Basse-Normandie dans le Pays d'Auge en août 2015, l'opportunité nous est donnée de lui présenter notre projet au sein des locaux de Bac Environnement.
Suite à une interrogation de notre part des conséquences de la fusion des régions sur le suivi et l'instruction de demandes de subventions, il se confirme qu'il faudra attendre avril 2016 le 1er budget de la nouvelle région. On nous conseille donc d'envoyer un courrier à Laurent Beauvais qui attestera par sa réponse de l'intérêt qu'il porte à notre projet.

3.2) Autres sources de financements et partenariats

Courant avril 2015, le principe d'une campagne de financement participatif pour l'achat du/des premier(s) véhicule(s) et premiers outillages pour un montant de 20 000 euros est validé. Cela constituerait les 20% d'autofinancement impérativement nécessaire pour faire ensuite appel aux fonds publics et aux fonds privés via des fondations.
Il est convenu que les groupes communication et financement sont invités à travailler ensemble pour bâtir cette campagne.

Toujours courant avril 2015, il est convenu que des démarches rapides sont à mener comme :

- une rencontre avec Etre et Boulot (directeur Pierre Levallois) qui travaille sur la filière textile et sur le territoire de Cambremer (territoire du SCOT[1] Nord)
- un premier rendez-vous avec Basse-Normandie Active et La Nef pour leur présenter notre projet et voir quels partenariats mettre en place tout de suite ou à la fin de l'étude de faisabilité

Suite à une rencontre avec la NEF, banque solidaire, il nous apparaît cohérent de choisir leur plate-forme de financement participatif plutôt que celle de Helloasso précédemment choisie.

Courant septembre, l'association répond à l'appel à projet de la CRESS (chambre régionale de l'économie sociale et solidaire) qui pourrait potentiellement financer des outils pour l'animation des activité de sensibilisation.

Fin septembre, début octobre, une réflexion s'engage autour du financement possible d'un premier emploi. Le CAC est globalement favorable à la création d'un premier emploi. Le rendez-vous avec la DIRECCT début octobre devrait nous éclairer sur les possibilités d'aide à ce sujet.

[1] SCOT : schéma d'orientation territorial.

IV – COMITE TECHNIQUE DE SUIVI

En interne, ce sont les membres du comité technique de suivi (CTS) qui suivent les travaux de l'étude. (voir chapitre organisation interne)

Courant avril 2015, nous avons les premières informations concrètes sur la mise œuvre de l'étude de faisabilité. Le réseau national de ressourceries peut débuter le travail en avril pour une conclusion fin septembre, travail qui a pris du retard car les résultats sont attendus pour l'heure plutôt vers la fin novembre 2015.

Des contacts sont pris pour la constitution du comité de pilotage. Etaient présents à la première réunion du comité de pilotage : SIDMA, Pays d'Auge Expansion, DIRECCTE Basse Normandie, Mission locale Sud Pays d'Auge, Conseil départemental du Calvados, LINTERCOM, Ville de Lisieux, Réseau d'échange et de savoirs, Tri Tout Solidaire.

En juin, nous réfléchissons à l'organisation des enquêtes en déchetteries. Le Réseau national des Ressourceries s'occupe de contacter le SIDMA et Véolia à cet effet.

Une formation enquête gisement a été organisée le mardi 30 juin et, les enquêtes déchetteries ont toutes été menées à la fin août.

V- FORMATION

Sont membres de ce groupe : Valérie Pissot et Pascal Chapelle

A la création de l'association, le groupe formation ne s'est pas constitué immédiatement du fait de la non actualité immédiate des besoins en formation.
Une réflexion a été menée sur l'information et la formation de tous qu'il soit salarié ou bénévole sur les valeurs de l'association.

Le groupe formation pense qu'à terme, quand la ressourcerie sera en activité, il serait possible de créer des modules de formation à l'éco-citoyenneté qui pourraient être une source de financement supplémentaire.

Courant avril, une formation du groupe est envisagée autour de la question des type de structures envisageables (pérennes, chantier insertion, entreprise d'insertion) mais la réunion est malheureusement ajournée.

La formation interne aux outils de communication informatique n'a pas pu avoir lieu faute de lieu et/ou disponibilité.

VI - COMMUNICATION

Sont membres de ce groupe : Valérie Pissot, Françoise Garrigue, Jean-Lou Pissot, Liliane Gantois (référente non CAC), Sabine Michaux (référente CAC), Virginie Durville et Karine Diesnis.

Le groupe communication travaille en collaboration avec Dan qui est la seule personne identifiée pour l'heure au sein de l'association sur la maîtrise de la PAO et la communication en ligne (construction du site internet, animation de la page Facebook, ...).

6.1) Réunions publiques

Le groupe communication a commencé par travailler à la préparation et l'organisation de réunions : ciné débat le 27 avril 2015, Courtonne la Meurdrac, Mesnil Guillaume, Cambremer... D'autres réunions sont à organiser sur Deauville, Honfleur, Orbec, Livarot.
Le principe est d'organiser une réunion/événement une fois par mois mais l'Objectif est difficile à tenir et non réalisé à ce jour.

Communication sur le projet :
Il est rappelé l'importance de ces réunions pour aller à la rencontre des habitants, faire connaître le projet de co-construction et récolter des adhésions de soutien.

Le groupe est amené à réfléchir à comment faire passer cette idée de co-construction, de personnes acteurs de la construction du projet plutôt que de « consommateurs » d'un nouveau service (la future ressourcerie).

Très vite il est constaté que beaucoup de personnes pensent que la ressourcerie existe déjà. Il est donc proposé qu'on ajoute sur les documents à venir un bandeau « ressourcerie 2016 » pour expliquer qu'on est au stade de projet.

Animation des réunions :
Dans un premier temps, le projet a été présenté avec un diaporama commenté par un ou deux animateurs. IL a été ensuite proposé que ce diaporama soit allégé.
Par la suite nous avons utilisé d'autres outils de communication comme la saynète de théâtre inventée par Virginie et Françoise.
Nous nous sommes peu à peu enrichis d'outils qui exposent de façon plus ludique le projet de création de ressourcerie : des panneaux plastifiés format A3 présentant une synthèse du projet, la mobisource (mascotte), une banderole réalisée en patchwork mais aussi les sacs en tee shirt, des mitaines, une robe sac poubelle. Ces outils sont aussi utilisés pour les actions de sensibilisation.
D'autres outils comme une exposition photos, un quizz restent à créer.

Formation interne :
IL a été constaté que peu de personnes, au sein de l'association se sentaient en capacité de présenter le projet en réunion publique d'où le travail engagé autour de la création d'une saynète qui permette à tous de s'approprier le projet. Travail à poursuivre.

Bilan des réunions :
Globalement le public a été nombreux, notamment au ciné débat (80 personnes). Des personnes nous ont demandé «qu'attendez-vous de nous ? » et nous n'avons pas toujours su répondre, ce qui pose le problème d'un outil pédagogique qui facilite l'implication de tous pour la co-construction du projet.

Planification des événements publics :
Le groupe souhaite que nos événements publics soient aussi planifiés en fonction d'événements nationaux ou locaux (semaine du développement durable, ESS...) Pour cela des outils restent à mettre en place tel un planning sur l'espace adhérent avec événements locaux et nationaux auxquels nous pourrions proposer des animations de différentes natures pour faire connaître/avancer le projet.
A noter que nous rencontrons une difficulté particulière concernant l'organisation de manifestations autre que réunion publique car la salle Mosaïc à Lisieux ne nous est pas accessible gratuitement.

6.2) Participation aux événements

En fin d'année 2014, Valérie Pissot a représenté l'association lors des rencontres associatives organisées par le GRETA Lisieux. Elle a répondu à une invitation du CREA (association de théâtre) en 2015.
Un petit groupe a participé à la manifestation du 3A cet été. Nous étions également présents au forum des associations de Lisieux et Alternatiba à Caen. Nous avons également présenté notre projet à l'association réseau d'échanges de savoirs.

6.3) Communication institutionnelle

Il a été proposé de mettre en place une lettre d'information à destination des partenaires en début d'année 2015.
La maquette avait été proposée mais faute de temps, d'organisation ou de communication interne cet outil n'a pas encore été mis en place.
Le groupe pense qu'il faut aussi repenser notre communication auprès des personnes morales, notamment les petites communes composant le SIDMA.

6.4) La campagne de communication pour le Financement participatif

Un travail en amont (février 2015) a été proposé par Dan pour la mise en place des d'outils web.
L'objectif est d'assurer une visibilité tout le long de la campagne.

Les outils comme la mascotte Mobisource ont été fabriqués, en partie pour cette campagne.
Sept vidéos ont été réalisées pour illustrer et animer la campagne sur le net.
De nombreux objets à base de récup ont été fabriqués en contreparties des dons.
La campagne a été lancée le 5 septembre lors du forum des associations et se termine, en théorie le 5 décembre 2015.
Un planning d'événements a été mis en place : forum des associations, alternatiba, événements tous déjà passés et une journée festive devait s'organiser le 28 novembre mais qui ne pourra pas se dérouler à l'endroit initialement prévu pour une question de budget.
Malgré toute notre bonne volonté il nous faut bien constater que cette campagne ne fonctionne pas, environ 500€ seulement collectés.
Nous nous posons donc beaucoup de questions d'autant que cet échec peut avoir un impact financier négatif. Le groupe communication, malgré le support technique externe au groupe par un membre de l'association et de trois autres personnes externes à l'association pour la réalisation des clips, ne comporte personne de qualifié dans le domaine de la communication. Un questionnement s'est fait jour sur l'opportunité d'avoir lancé cette campagne en anticipant les conclusions de l'étude de faisabilité.
Un travail est en cours pour modifier le visuel et le slogan de l'affiche support de notre campagne.
Afin de tenter de relancer la campagne, il a également été réfléchi à la possibilité de filmer le témoignage de chacun dans sa motivation pour la création de la ressourcerie.
On pourrait également filmer la saynète présentée lors de nos réunions publiques et la mettre en ligne.

6.5) Communication interne

Comme écrit plus haut, nous avons un outil en ligne de gestion de projets mais il est encore que trop peu investi par les membres de l'association et l'envoi de mails est plus souvent utilisé créant parfois des embouteillages dans nos boîtes mails. Il existe un guide d'utilisation (pdf) de l'espace adhérent du site internet de l'association sous forme essentiellement d'images/captures mais cela ne semblerait pas suffisant pour une bonne appropriation de l'outil.

IL a été envisagé une formation interne au centre socio culturel mais faute de lieu, de temps cette formation n'a pas encore eu lieu.

Il est également proposé de constituer un livret d'accueil à remettre à chaque nouveau membre, qui présente l'association, son fonctionnement et ses membres, document qui reste à rédiger. Par contre de petits groupes se sont réunis pour travailler à la réalisation d'un outil appelé « Arbre à produits » Il permet d'appréhender notre projet visuellement à la fois dans sa globalité et dans le détail de ses activités. Il permet

également de replacer l'activité de la future ressourcerie dans une vision, des valeurs et une mission animées par chaque adhérent de l'association.

6.6) Retombée médiatiques

Les différentes activités publiques organisées par les membres de l’association ont été relayées par la presse écrite locale et sur deux radios :

- 11 articles de presse publiés dans Ouest France, L’Eveil de Lisieux et Le Pays d’Auge ;
- 2 passages en radio, un en juin sur Radio Bazarnaom, un en septembre sur RCF

Le site internet de l’assocation a lui généré un peu moins de 33 000 visites en un an, avec un temps de visite moyen à plus de 10 min (voir annexe pour plus de détails).

VII - SENSIBILISATION

Sont membres du groupe sensibilisation : Christine Quénaon comme référente du CAC et Catherine Vérove non membre du CAC, Christian Jardin, Annick Lechartier et Valérie Pissot.

Le groupe est constitué de cinq personnes qui se sont réunies plusieurs fois ; une sixième personne est intervenue dans des animations.

Il lui a semblé plus judicieux de commencer par travailler sur la sensibilisation du jeune public (pas de local pour une exposition permanente ; possibilités de contacts pour rencontrer des scolaires et de rentrée d'argent). Il était évident qu'il ne fallait pas proposer d'activités que le SIDMA met en place dans les établissements scolaires.
Une rencontre avec le SIDMA à ce propos s'est déroulée le 24 septembre. Ce dernier nous propose de fixer une date pour une formation par une de leurs ambassadrices du tri afin de s'assurer que nous ayons le même discours.

Trois interventions se sont déroulées dans des écoles, sur le temps périscolaire et ont concerné des élèves de maternelles, de CP et de CE1. Le but de ces actions était de sensibiliser les enfants au tri mais aussi à la réutilisation d'objets afin d'éviter le gaspillage. Ces actions se basaient principalement sur des jeux d'écoute et de déplacements.

Il y eut une intervention au niveau de personnes en formation dans le cadre de ELAN et deux en maisons de retraite : présentation de ce qu'est une ressourcerie, de l'association et discussion avec les personnes âgées sur ce qui se faisait autrefois.

L'association était présente le 5 août à Hauteville dans le cadre des animations de « Bouge dans ton quartier ». Des jeux ont été proposés à des enfants et des adultes : jeu des sept familles, domino et jeu de l'oie basé sur des questionnaires et jeux divers portant sur l'environnement.
Étaient aussi proposés des travaux manuels permettant de créer à partir de matériaux ou objets récupérés : boîtes décorées, porte-monnaie en brique de lait, hérisson livre, chalalas ...

Cette année, le contenu des animations étant prêt, le groupe espère pouvoir intervenir auprès des élèves de 8 à 11 ans dans les écoles. Nous allons aussi contacter les collèges et lycées pour voir comment nous pourrions intervenir. Dès que nous aurons un local, nous envisagerons la réalisation d'une exposition.

Notre association a répondu à l'appel à concours de la CRESS (Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire) dans le but de financer l'impression des jeux réalisés.

VIII - MISE ŒUVRE

Sont membres du groupe Mise en œuvre : Christelle Rochet, Franck Raveneau et Bernard Champion.

Des premières recherches et visites de locaux, que nous devons accentuer, ont été effectuées en vue de la phase de mise en œuvre.

Ancienne usine Castre :
En résumé, le site est intéressant pour son potentiel d'extension, sa situation géographique, son histoire et son prix de location. En revanche, il demande un investissement conséquent pour sa remise en état et sa mise aux normes, (peut-on envisager des aides et comment se situe la SCI à ce sujet ?) un éventuel parking ne pourrait être fait que sur un terrain annexe appartenant à la mairie, (accepterait-elle sa mise à disposition et son aménagement ?) Il nous faut prendre contact directement avec la SCI, visiter vraiment les 500 m^2 proposé et surtout comparer d'autres sites éventuels dans ou hors Lisieux afin de se faire une idée plus précise de ce que nous pouvons envisager.

Prix du loyer : 1 500€/mois

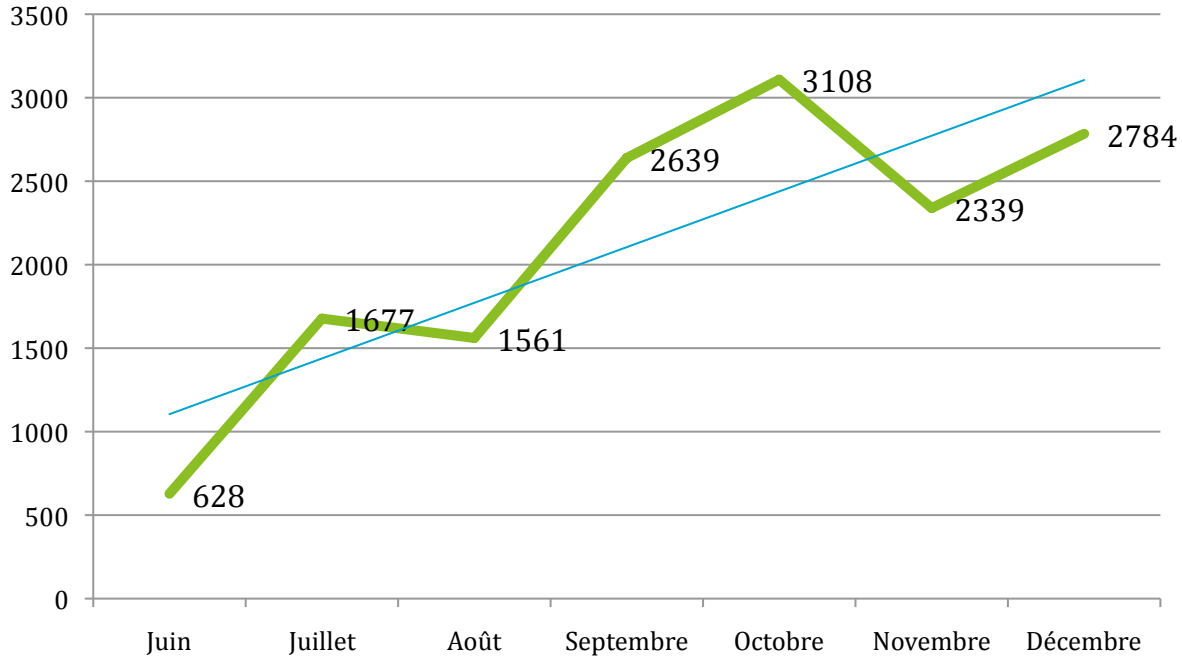
Visite local Moyaux :
La superficie du bâtiment est d'au moins 1 000 m² avec des espaces extérieurs. Les murs et la toiture sont en état mais tout le reste est à refaire. Le bâtiment pourrait servir de lieu de stockage et d'atelier de réparation mais sa situation géographique ne semble pas offrir suffisamment d'actractivité pour l'espace de vente de la ressourcerie, ce qui nous obligerait à avoir un deuxième local ailleurs. D'autres locaux seraient disponibles dans la même zone mais n'ont pas encore été visités.

ANNEXES

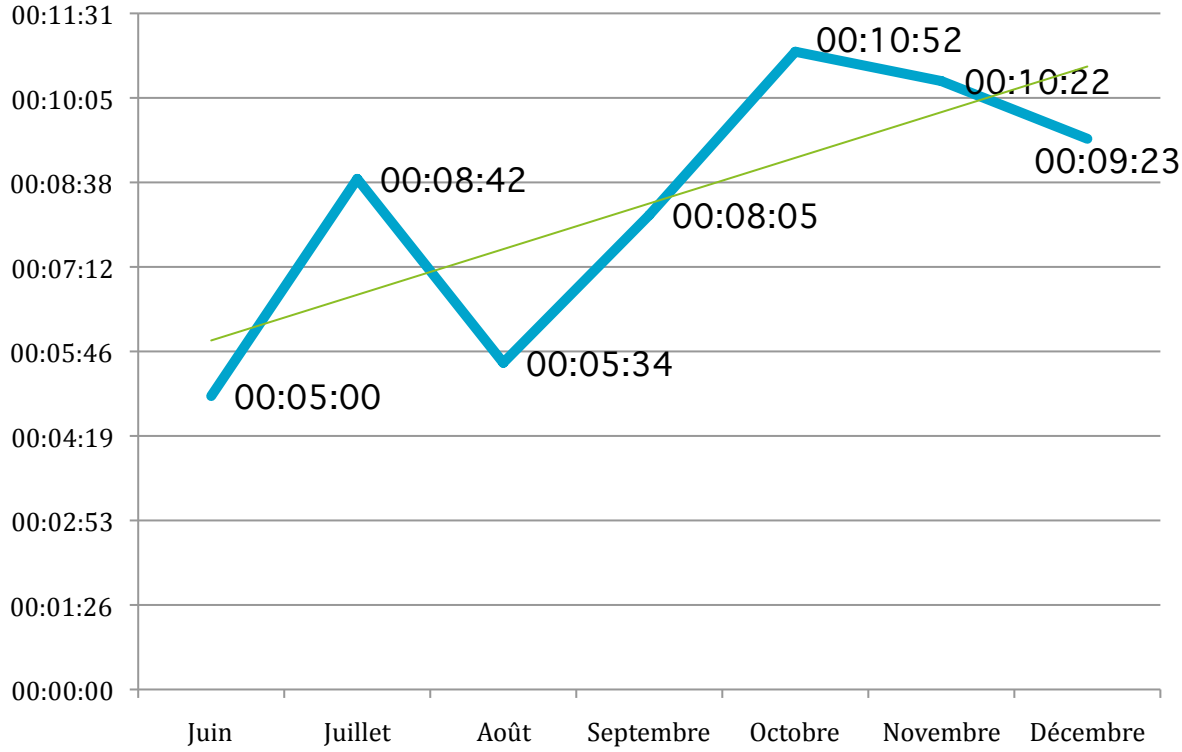
Statistiques du site internet

STATISTIQUES DU SITE WEB

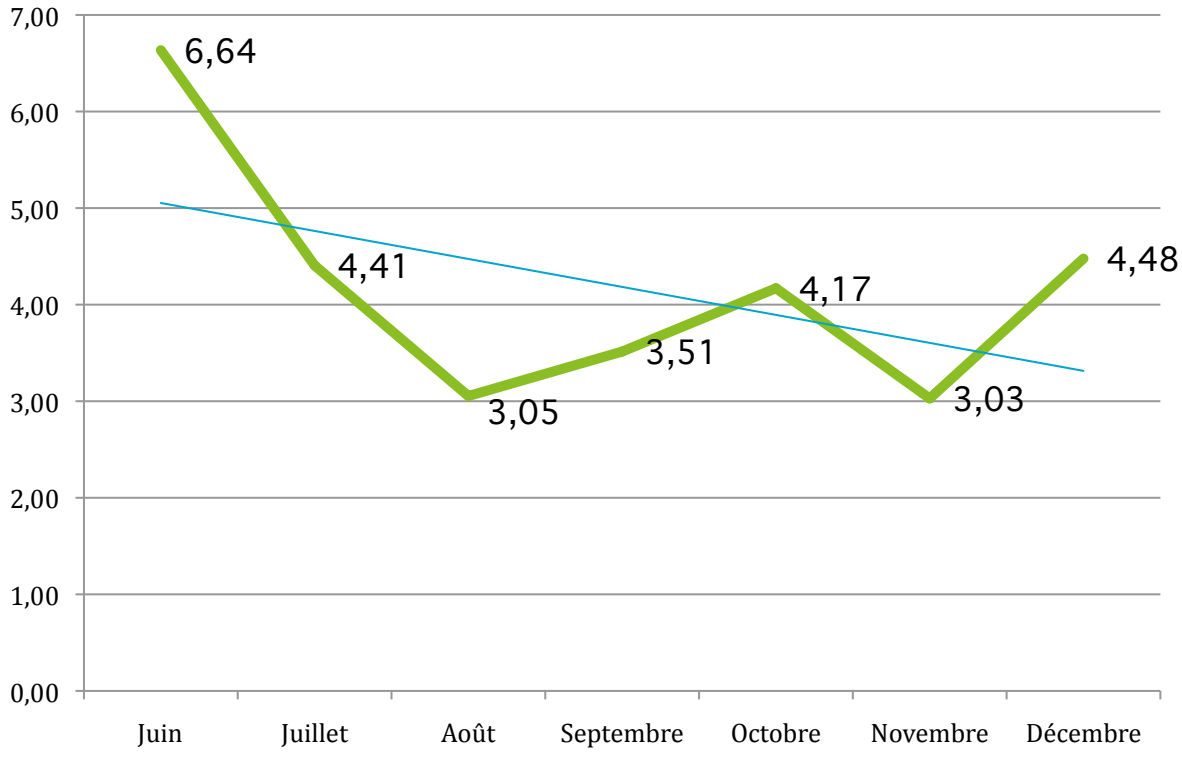
Nombre de visites 2014



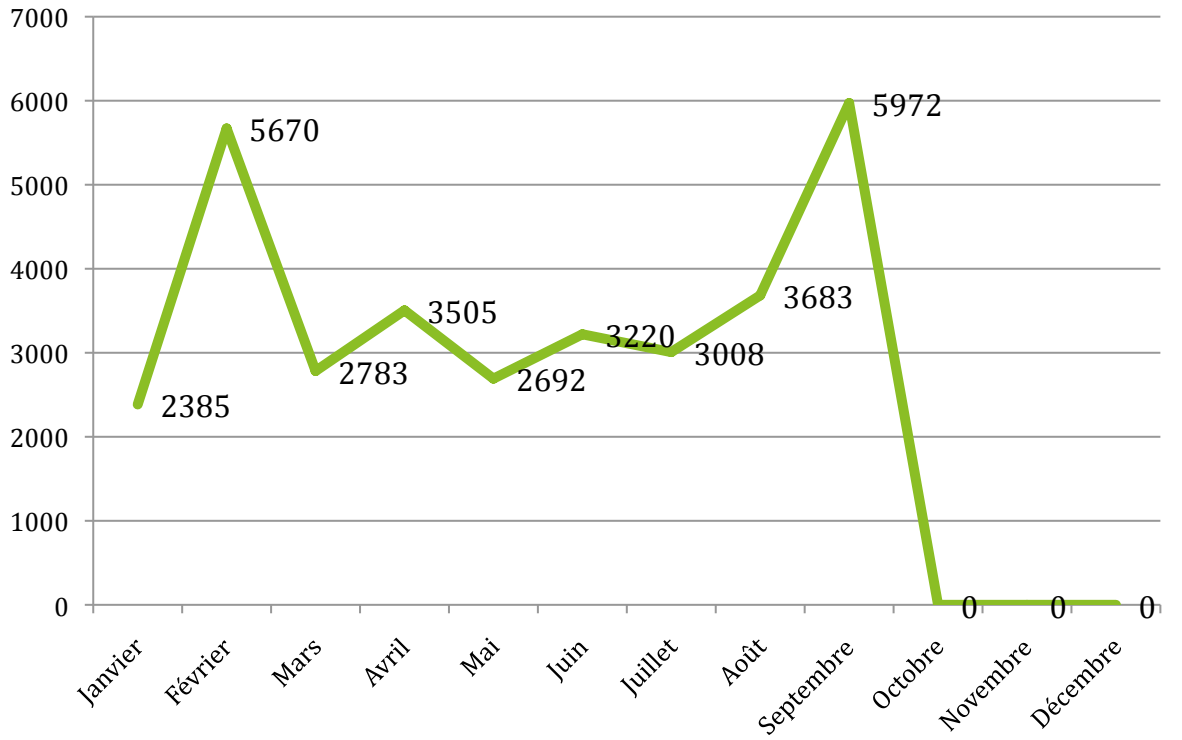
Temps par visite 2014



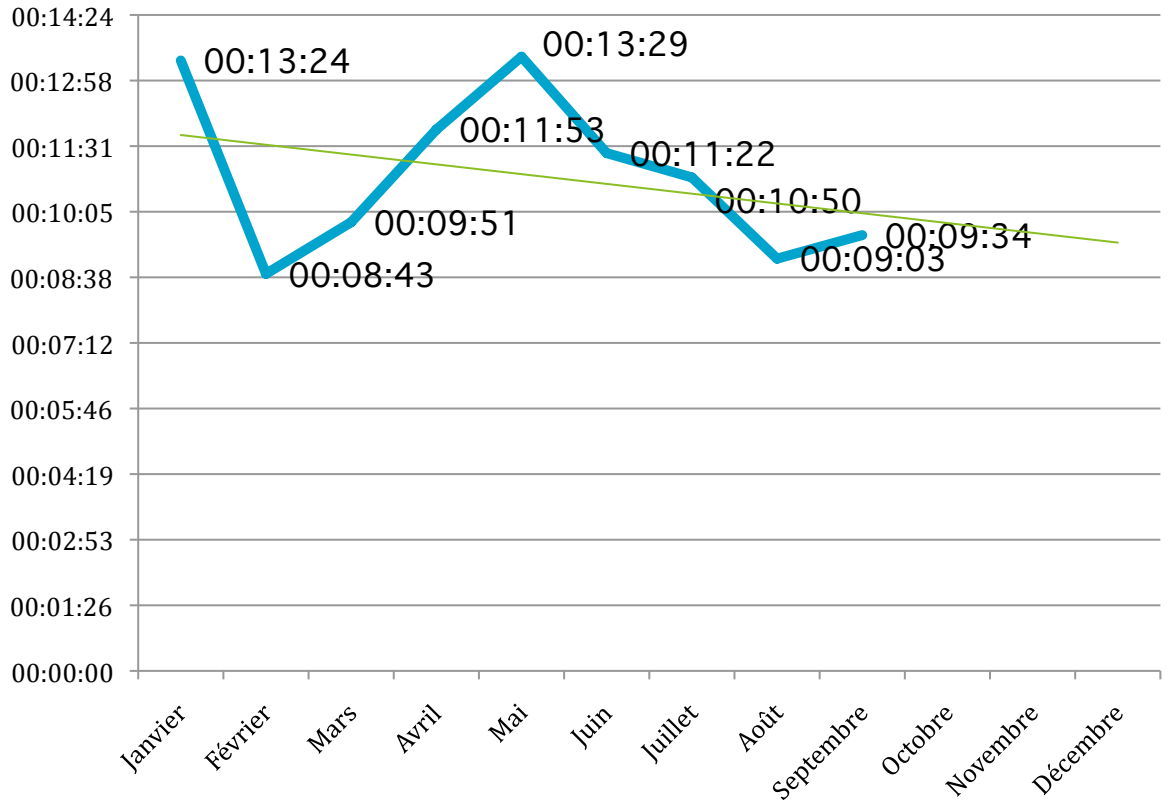
Nbr Pages par visite en 2014



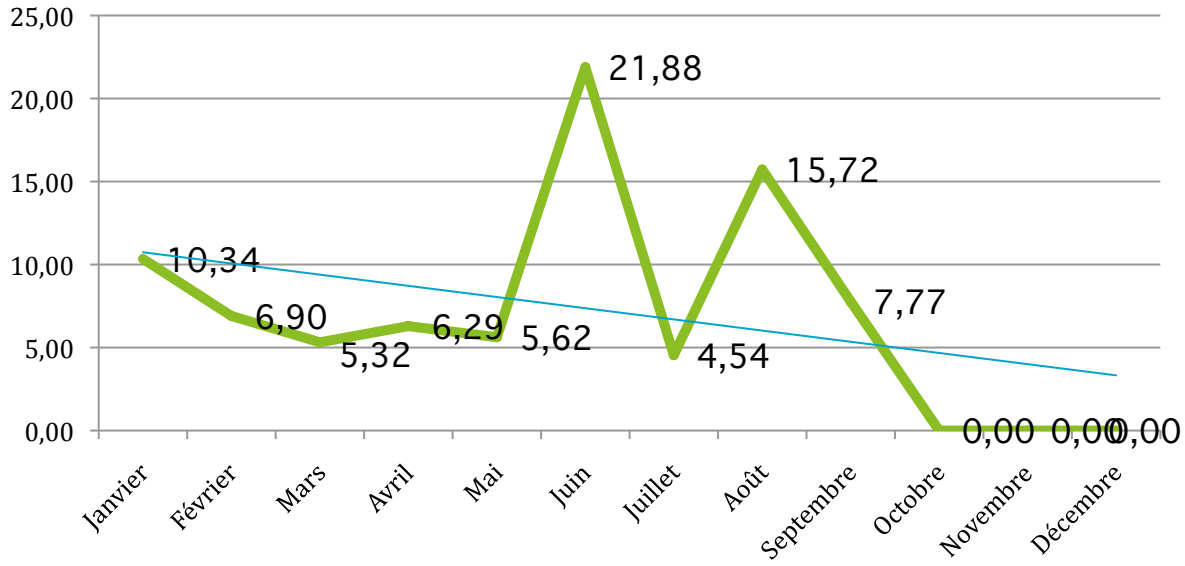
Nombre de visites 2015



Temps par visite 2015



Nbr Pages par visite en 2015



Pays d’Auge Ressourcerie
93, route d’Orbec
14100 • Lisieux

contact@paysdaugeressourcerie.fr

www.paysdaugeressourcerie.fr